



Montreuil, le 10 avril 2026

Mépris de la ministre de la Santé qui s'attaque à la santé des travailleurs et des travailleuses

Le Gouvernement a dévoilé hier, jeudi 9 avril, ses premières mesures concernant les arrêts maladie. La campagne qui est menée est agressive, culpabilisante et travestit largement la réalité. Encore une fois, plutôt que de s'attaquer à la racine du mal, le gouvernement préfère taper sur les travailleuses et travailleurs.

La France est le pays d'Europe où l'on meurt le plus au travail. Coïncidence ?

L'accès au soin s'est considérablement dégradé pour une large partie de la population et les salaires sont insuffisants. Résultat : les travailleur.euse.s ne se soignent plus correctement et continuent à travailler jusqu'à ce que leur état de santé oblige leur médecin traitant à les placer en arrêt maladie pour des périodes plus longues.

Les conditions de travail se détériorent et la charge de travail augmente depuis des années, ce qui nuit inéluctablement à la santé des travailleur.euse.s. Les logiques de management pathogène aggravent le phénomène et les risques psycho-sociaux, bien qu'en explosion, sont niés et invisibilisés par les directions publiques comme privées.

Dans ses premières mesures annoncées, le gouvernement entend mettre en place un double contrôle, spécifiquement pour les diagnostics initiaux de Troubles Musculosquelettiques (TMS) et les troubles Anxio-Dépressifs ! Deux des motifs principaux de déclarations d'accidents de services et de maladies professionnelles. Ce choix n'est pas anodin : il s'agit littéralement d'une intention de nier l'imputabilité du travail tout en culpabilisant les travailleuses et travailleurs et qui veut dédouaner les employeurs publics comme privés de la faute inexcusable.

L'absence d'une médecine préventive et de véritables services de médecines au travail ne permettent plus d'avoir un accompagnement et une prévention. Quelquefois les situations vécues par les professionnel.le.s liées à l'exercice de leurs missions sont de plus en plus pénibles.

Les métiers du soin et du lien sont exercés majoritairement par des femmes dans des professions à forte pénibilité et peu reconnues.

Par ailleurs, le choix est fait d'une campagne de communication agressive qui veut faire porter la responsabilité de la fragilité de notre système de Santé et de la Sécurité Sociale sur les travailleuses et travailleurs.

Or, chacun sait que les principaux responsables de la destruction de la Sécurité Sociale et du démantèlement du Service Public de Santé, ce sont les plans d'austérité et d'économies imposés par les gouvernements successifs qui favorisent une économie de guerre.

Le gouvernement actuel continue de taper sur les travailleurs et travailleuses via les politiques menées. Après les jours de carence, la baisse de la rémunération de 10 % des arrêts maladies des fonctionnaires, la suppression des autorisations d'absences chez les fonctionnaires, la hausse et la facilitation des contrôles médicaux, ces premières annonces en appellent d'autres s'il n'y a aucune réaction en face.

La Fédération CGT de la Santé et à l'Action Sociale appelle à la mobilisation le 28 avril pour la journée, pour dénoncer les mort.e.s au travail.